



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

134-135 | 2013

Le nœud architectural

---

### Espace pensé, espace rêvé

La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat

*Thinking Space, Dreaming Space. The Relationship to Space in Emerging Cohousing Projects*

Annalisa Iorio

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4769>

DOI : 10.4000/jda.4769

ISSN : 2114-2203

#### Éditeur

Association française des anthropologues

#### Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 129-152

ISSN : 1156-0428

#### Référence électronique

Annalisa Iorio, « Espace pensé, espace rêvé », *Journal des anthropologues* [En ligne], 134-135 | 2013, mis en ligne le 15 octobre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4769> ; DOI : 10.4000/jda.4769

---

Journal des anthropologues

**ESPACE PENSÉ, ESPACE RÊVÉ**  
**La relation à l'espace**  
**dans les projets émergents de cohabitat**

Annalisa IORIO\*

L'architecture est au cœur du conflit  
entre le concret et l'abstrait.

Tadao Ando, octobre 1987

L'architecture a pu être définie comme « pensée de l'espace » (Boudon, 1971). Ce qui définirait l'espace architectural serait sa technique d'élaboration : « pensé à l'avance, mesuré et unifié par l'échelle [...], l'espace architectural est un espace dont la structure s'explique par les nécessités et les modalités de son calcul, au sens large » (Haumont *in* Boudon, 1971). Selon cette définition, l'architecture serait avant tout « l'art de concevoir un espace », le résultat du calcul et de l'expertise de « spécialistes ». Mais l'architecture, et plus précisément l'espace architectural, serait-elle uniquement l'affaire des architectes qui la conçoivent ?

La question est aujourd'hui plus rhétorique que provocatrice. Depuis une cinquantaine d'années, en France, les sciences sociales ont pris pour objet « la dimension matérielle et concrète des formes urbaines, des dispositifs architecturaux, de l'espace pratiqué quotidiennement par les habitants » (Bonnin, 2007 : 9). Plusieurs

---

\* TRAM/IAC (Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain)  
Bureau 789 Noyau B, 190 avenue de France – 75244 Paris cedex 13  
Courriel : annalisa.iorio@hotmail.it

recherches<sup>1</sup> ont permis de mieux saisir « l'espace produit, pratiqué et représenté par les acteurs, tant professionnels qu'usagers » (*ibid.* : 6). Ainsi, aux yeux des représentants de ce champ, l'espace architectural est autant le domaine et le produit d'une catégorie professionnelle qui suppose des compétences spécifiques (architectes, concepteurs, techniciens) que celui de l'action et de l'appropriation de ceux qui en font l'expérience au quotidien (les habitants, les usagers, les profanes). En œuvrant pour un dialogue entre ces deux visions, de nombreux auteurs ont souligné l'apport des sciences sociales à la compréhension des formes architecturales et les effets sur leur processus de conception. Du reste, la finalité de l'architecture ne serait-elle d'être habitée (Pinson, 1995 : 19) ? L'approche socio-anthropologique a contribué à la réhabilitation « du sujet un temps fait objet : l'habitant, ignoré par le Mouvement moderne, ou simplement considéré comme l'opérateur passif de la "machine à habiter", redevient un partenaire digne d'attention » (*ibid.* : 19).

Les projets d'habitat qui font l'objet de cet article, observés dans le cadre d'une recherche en anthropologie, s'intègrent dans cette réflexion sur l'espace architectural, ses méthodes de conception et les rôles joués, ainsi que les logiques portées, tant par les professionnels de l'habitat que par les habitants. Ces expériences soulèvent plusieurs interrogations : que se passe-t-il quand « concepteurs » et « habitants » se confondent et que les catégories de « profanes » et d'« experts » se brouillent ? Pour apporter des éléments de réponse, il est d'abord nécessaire de présenter ces expériences particulières d'habitat.

### **Le cohabitat : une « vieille » idée pour des enjeux actuels**

À partir de la deuxième moitié des années 2000, des groupes d'individus commencent à réfléchir en France et en Italie à la

---

<sup>1</sup> Entre autres, on signale l'apport de Chombart de Lauwe (1956), de Raymond, Haumont, Dezès, Haumont (1966), de Pinson (1993), de Champy (2001), de Segaud (2007), de Haumont et Morel (2005), etc.

possibilité d'un modèle d'habitat alternatif. Sous les termes variés de *cohousing*, habitat groupé, coopérative d'habitants, autopromotion et habitat participatif<sup>2</sup>, ces expériences convergent autour d'une proposition simple mais qui ne semble pas pour autant aller de soi : « Et si on vivait ensemble ? ». Il s'agit, à première vue, d'une idée qui n'est pas révolutionnaire mais qui, pour être saisie, nécessite d'être mise en relation avec le contexte de son émergence, ainsi qu'avec les objectifs et les démarches qui lui sont propres.

En effet, les protagonistes de ces initiatives citoyennes mettent l'accent sur les différences entre leurs projets et les expériences passées de vie communautaire<sup>3</sup>. Il ne s'agit pas uniquement de « vivre ensemble » et de renouer un lien social à l'échelle de l'habitat, mais aussi de souligner que ce mode d'habitat collectif ne met pas en danger la dimension individuelle de l'expérience de l'habiter. Ainsi, ces formes émergentes d'habitat alternatif se veulent respectueuses des espaces privés de chaque ménage tout en imaginant une articulation entre les appartements particuliers et un nombre variable d'espaces, de ressources et de services communs (salle de réunions, chambre d'amis, buanderie, atelier de bricolage, crèche, jardin, potager, voiture partagée, etc.).

Le partage des espaces communs n'est pas le seul enjeu de ces projets. Ils proposent également de pousser l'expérience jusqu'à concevoir et gérer « ensemble » l'habitat : un des éléments structurant de cette vague d'initiatives est la promotion d'une

---

<sup>2</sup> La variété de dénominations employées pour qualifier ces formes d'habitat témoigne de la complexité du phénomène. Cette pluralité reflète des contextes, des enjeux et des revendications multiples. Nous faisons ici le choix d'utiliser le terme de cohabitat (employé d'avantage en Belgique et au Québec qu'en France) en lui attribuant une dimension plus générale, susceptible de couvrir l'ensemble des expériences françaises et italiennes sans distinction.

<sup>3</sup> Notamment les expériences des communautés des années 70 et leur idéologie contestataire. Les projets actuels critiquent les dérives de ces communautés : le repli sur soi, l'excessive mise en valeur de la vie en commun au détriment des espaces personnels, un certain laxisme dans la détermination de règles bien définies.

participation active et volontaire des habitants tout au long du processus de conception, de réalisation et de gestion du projet. En outre, au moins sur le plan des intentions, ces projets émergents affichent la volonté d'instaurer une dynamique d'intégration et de coopération au sein du quartier qui va les accueillir (mise à disposition de la salle commune, échanges avec les associations locales, activités d'utilité collective, etc.).

Bien que le lien avec des expériences célèbres<sup>4</sup> soit évoqué, ces projets revendiquent un statut d'innovation et d'expérimentation. Par contraste avec une société qui serait dominée par l'individualisme et les logiques du marché, les initiatives actuelles de cohabitat se veulent porteuses d'une vision « alternative » du monde, basée sur l'engagement actif des citoyens, sur des pratiques de consommation responsables et sur un regain de solidarité. De plus, face aux vides juridique, technique et méthodologique qui caractérisent cette solution d'habitat, les cohabitants se confrontent au quotidien à l'expérimentation de solutions inédites. On constate alors que la recherche d'« alternative » imprègne autant l'esprit de ces projets que leur mise en pratique. Par conséquent, il nous a paru intéressant de prendre en considération les écarts éventuels entre la déclaration d'intention affichée par les cohabitants, et la réalité concrète des projets en cours.

---

<sup>4</sup> À noter sur le territoire français et italien, entre autres : les expériences des cités ouvrières de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (en particulier le Familistère de Guise) ; les mouvements d'auto-construction et de gestion coopératives (les Castors ; les coopératives d'habitants ; etc.) qui se sont largement développés dans les années de l'après-guerre ; les solutions alternatives d'habitat des communautés des années 70. Par ailleurs, à partir des années 80, le territoire français a connu l'essor de projets au sein du MHGA (Mouvement de l'habitat groupé autogéré). En ce qui concerne les références à l'étranger, on signale également les expériences des éco-quartiers nord-européens, les *baugruppen* allemands, ainsi que les formes d'habitat coopératif suisses et québécoises.

## **Observer des projets d'habitat quand l'habitat n'est pas donné à observer**

Phénomène marginal<sup>5</sup> et encore méconnu, cette forme d'habitat a cherché son identité et renforcé sa visibilité au cours des dernières années. Malgré une amélioration de sa lisibilité, en déchiffrer les réseaux, le développement et les modalités d'action relevait encore récemment du défi. Pendant la première phase de notre recherche, la plupart des projets étaient peu présents sur le Net et plutôt discrets sur leurs activités. De plus, identifier les initiatives existantes ne mettait pas à l'abri de leur éclatement du jour au lendemain. Cette instabilité « structurelle » des projets a profondément influencé notre méthodologie de recherche.

Premièrement, il a fallu repérer des projets assez stables, capables de garantir une observation sur le long terme. Pour cette raison, nous avons fait le choix de suivre trois projets, augmentant les chances d'observer le développement de l'un d'eux au moins. Deuxièmement, si les cas d'études ont été sélectionnés à partir de critères communs (cadre urbain, projets initiés « par le bas » par une initiative spontanée d'un groupe de citoyens, accession à la propriété<sup>6</sup>), les projets suivis se trouvaient à des étapes variées de leur parcours : la recherche de la parcelle, l'obtention du permis de construire et la phase de chantier<sup>7</sup>. Enfin, si notre intention première était de mettre en relation la phase de conception des projets avec

---

<sup>5</sup> Quoique ses militants préfèrent plutôt le qualifier d'« expérimental » et de « pionnier » en suggérant ainsi leur statut de défenseurs d'un concept avant-gardiste susceptible de se développer, se démocratiser dans le futur.

<sup>6</sup> Il existe des initiatives lancées « d'en haut » par des municipalités ou des professionnels. De plus, des associations et des groupes-projets réfléchissent à des formules mixtes, locatives et coopératives, qui permettraient l'accès des ménages à faibles revenus à ces projets collectifs d'habitat. Néanmoins, pendant notre recherche, à cause de l'absence d'un cadre législatif et technique adéquat, les projets en autopromotion semblaient avoir plus de chance de réussir.

<sup>7</sup> Toutefois, il nous est apparu pertinent d'observer en parallèle ces trois projets qui se sont développés dans les mêmes années et présentent plusieurs similitudes du point de vue des valeurs qui les inspirent ainsi que des dynamiques et des pratiques qui les structurent.

celle de l'expérience concrète de la vie dans l'habitat, la réalité de ces initiatives a fait évoluer notre propos. En effet, à l'heure actuelle, le taux de réussite de ces expériences est faible et, quand elles aboutissent, cela peut prendre plusieurs années (entre cinq et dix)<sup>8</sup>. La temporalité de ces projets a ainsi rendu illusoire l'observation de la vie dans l'immeuble, « l'espace vécu ». Il a néanmoins été possible de suivre les premiers moments structurant de ces expériences, le processus de co-conception de leurs identités spatiale et idéologique, « l'espace pensé ».

Une fois identifiés les trois cas d'études (Turin, Paris XIX<sup>e</sup> et Montreuil<sup>9</sup>), les entretiens individuels et l'observation participante de la vie des projets (réunions, situations informelles, événements, blogs et *google-groups*) ont permis de livrer une vision « de l'intérieur » de ces expériences et d'explorer l'« espace rêvé » de l'habitat des futurs cohabitants : leurs représentations, leurs moteurs et leurs intérêts.

### **De « l'espace rêvé » à « l'espace pensé »**

L'« espace rêvé » est le seul que la plupart des individus investis dans le cohabitat ait pu connaître. Les chiffres sont formels : un faible pourcentage de ceux qui se sont engagés dans cette voie a vu son projet se réaliser<sup>10</sup>. Mais qu'entend-on ici par « espace rêvé » et comment celui-ci se confronte-t-il à la réalité concrète des projets ?

Tout d'abord, le rêve du cohabitat tient de l'utopie. Selon Jean-Paul Jungmann, l'*utopie* dans son sens le plus courant et naïf,

---

<sup>8</sup> À noter que parmi nos trois terrains de recherche, un seul, celui de Turin, va finalement voir le jour.

<sup>9</sup> Dans le cadre de cet article, nous avons fait le choix de ne pas présenter dans les détails les trois terrains d'études. Malgré les spécificités de chacune des initiatives, les réflexions développées ici valent pour les trois projets.

<sup>10</sup> Diana Leafe Christian estime qu'aux États-Unis le taux de réussite de ces initiatives se situe autour de 10% (Leafe Christian, 2007). En France et en Italie on ne compte pas plus d'une quinzaine de projets de cohabitat réalisés sur les trois cents engagés dans les dix dernières années.

est le désir d'un meilleur ou d'un futur idéal. « Une prise de position en faveur de ce qui n'est pas, du *manque* et aussi contre ce qui est, une représentation des conditions d'existence de la vie en société et une critique idéologique de celles-ci, une conception du monde et en même temps une métaphore » (Jungmann, *in* Bonnin, 2007 : 245).

Certains participants motivent explicitement leur engagement par l'insatisfaction qu'ils ressentent face aux modèles dominants de *faire société*. Par exemple Antoine<sup>11</sup>, trentenaire, de Paris :

[Ce qui m'a séduit dans ce modèle d'habitat] je crois que c'est vraiment la sociabilité qui va avec, quoi, le fait que dans ces lieux-là l'enjeu *a priori* qui est posé au début c'est plutôt de partager des choses, plutôt que de défendre son... son petit... enfin son individualité comme c'est le cas à peu près partout ! [...]. (Entretien du 10 juillet 2012).

Les mots de Jeanne, femme âgée engagée dans un projet, sont exemplaires :

Faire un habitat groupé pour moi c'était montrer que dans une société qui depuis trente ans a versé dans l'individualisme le plus fou et dans le capitalisme financier complètement cinglé, on pouvait très bien ne pas accepter, ne pas subir, et qu'on avait le droit de remonter ses manches et de faire au moins quelque chose, petit, peut-être, mais qui pourrait servir à d'autres, pas seulement à nous. (Propos recueillis le 2 juillet 2011).

Ces projets trouvent donc leur source dans l'idéalisme et dans la volonté de bousculer la réalité sociale à partir d'une action collective. Jeanne s'exprime à nouveau :

Pour moi, ce n'était pas un projet pour résoudre un problème personnel mais pour donner du sens à sa vie, ces projets nous faisaient rêver.

Ainsi le rêve d'une société différente, comme cela a déjà été le cas dans le passé<sup>12</sup>, s'accompagne de l'expérimentation d'une alternative sur le terrain de l'habiter.

---

<sup>11</sup> Nous avons ici fait le choix d'employer des prénoms fictifs pour préserver l'anonymat des acteurs sociaux.

<sup>12</sup> Outre les exemples déjà cités *supra* : les théories féministes qui imaginaient, entre autres, des habitations sans cuisine (considérée comme



Les anthropologues et les sociologues ont dévoilé l'importance du lien entre modes d'habiter et modes de *faire société*. En qualifiant le logement de « bon à penser » en plus d'être « bon à vivre », Lévi-Strauss (1962) soulignait la façon dont la forme de l'habitat reflète la structure et l'organisation d'une société. Rien de surprenant par conséquent à ce que les participants aux projets de cohabitat réfléchissent à une façon d'habiter « alternative », cohérente avec la société « différente » dans laquelle ils voudraient vivre, et qu'ils souhaitent contribuer à bâtir au sens propre comme au sens figuré.

Toutefois, l'« espace rêvé » du cohabitat ne se réfère pas uniquement à la dimension utopique et de réflexion sur la société. Comme pour tout projet d'habitat, il s'agit également de « projets de vie » personnels. Chaque individu amène avec lui sa vision de l'immeuble et de l'appartement dans lesquels il se projette. L'emplacement, les matériaux, les surfaces... Autant d'éléments concrets qui constituent l'« espace rêvé » de chacun et sont ancrés dans les histoires et les trajectoires individuelles<sup>13</sup>. Or quand la réalité déteint sur l'utopie, l'expérience du cohabitat se complexifie considérablement.

À titre d'exemple, l'identification de la parcelle susceptible d'accueillir le projet est une étape lourde de conséquences, un vrai tournant. D'un côté, « cela amène du concret <sup>14</sup> » dans un projet jusque-là abstrait, en suscitant l'enthousiasme du groupe et une structuration plus intense des activités. De l'autre, ce premier passage d'un « espace rêvé » à un projet réel avec une identité géographique et physique déterminée, est à l'origine d'une vague de

---

lieu symbole de la soumission de la femme à l'homme au quotidien) ; les projets visionnaires de Le Corbusier dans l'après-guerre. Dans tous ces cas, l'habitat est considéré comme un outil d'expérimentation des nouveaux équilibres sociaux.

<sup>13</sup> Nous faisons ici référence aux enjeux symboliques, identitaires et de statut (Bourdieu, 1979) en lien avec l'habitat. « L'espace rêvé » du cadre de vie est également à mettre en relation avec la dimension du parcours de vie, familial, professionnel et résidentiel de chaque individu (Fijalkow, 2011).

<sup>14</sup> Propos récurrent dans les récits des participants aux projets.

défections qui entraîne une profonde redéfinition du groupe<sup>15</sup>. Ce principe vaut d'ailleurs tout au long du parcours : les négociations entre les aspirations personnelles et les logiques collectives ponctuent le processus d'élaboration du projet. Au cours de cette expérience complexe, « l'espace rêvé » individuel se confronte et se dilue dans « l'espace pensé » du cohabitat, c'est-à-dire dans la conception et la définition collectives et participatives des caractéristiques matérielles du projet.

### **Les avantages et les contraintes d'une conception collective et participative**

Du point de vue de leur conception, les projets de cohabitat présentent plusieurs caractéristiques originales.

D'abord, la participation active des habitants permet d'imaginer un habitat auquel ils pourront s'identifier pleinement. Contrairement au marché conventionnel des logements collectifs qui, la plupart du temps, propose des solutions standardisées et laisse aux individus la possibilité d'intervenir uniquement en aval du processus, ces projets font des habitants les acteurs principaux de leur cadre de vie en les impliquant dès le début. Ainsi, la plupart des cohabitants se dit motivée par l'opportunité de pouvoir influencer directement sur son futur logement<sup>16</sup>.

En outre, la réflexion et la définition des solutions matérielles à adopter, ainsi que leurs implications symboliques et fonctionnelles, ne sont pas négociées au sein d'un seul ménage ; elles engagent plusieurs noyaux familiaux. Par des réunions hebdomadaires, des rencontres avec des professionnels et

---

<sup>15</sup> Le quartier, la surface, l'exposition et le prix de la parcelle sont notamment les critères les plus courants dans la décision de certains de quitter l'expérience.

<sup>16</sup> Toutefois, une partie des participants ressent un malaise dans la prise de décisions « techniques » à l'échelle de leur appartement et de l'immeuble. Dans ces cas-là, ils évoquent leur « manque de compétence » et la « responsabilité » que ces choix comportent comme des facteurs qui rendent le processus participatif de conception collective difficile et stressant.

d'innombrables échanges de mails et de coups de téléphone, les membres du groupe s'attachent à définir l'identité architecturale et idéologique du projet où, en filigrane, se négocie sans cesse leur place au sein du groupe.

Assez rapidement, les participants réalisent la lourde mobilisation en temps et en énergie que ces projets exigent. Le risque que le projet échoue à tout moment, et que les tensions s'installent lors des prises de décision, sont à l'origine d'un sentiment de stress souvent évoqué par les acteurs. Quelles sont donc les raisons qui les motivent, malgré cela, à rester engagés dans ces initiatives ?

L'aspect financier ne doit pas être négligé. Ces projets permettent en théorie<sup>17</sup> de réaliser des économies tout au long du processus. Le fait de se passer de l'intermédiaire d'un promoteur immobilier, de mutualiser les coûts en ayant recours collectivement à l'expertise de professionnels de l'habitat ainsi que de profiter des conseils et des compétences disponibles au sein du groupe, peut garantir une réduction des dépenses par rapport à une opération « classique ». Au cours de la phase de conception, les individus se confrontent également à la dimension énergétique de l'immeuble, en cherchant à trouver les compromis qui fassent l'unanimité entre les aspirations idéologiques<sup>18</sup> de chacun, la perception variable du confort dans l'habiter, les capacités financières du groupe pour l'investissement initial, et le calcul des économies de gestion qui pourront être réalisées une fois les lieux investis. Stefano, futur

---

<sup>17</sup> Soulignons qu'à l'heure actuelle les risques sur le plan financier dépassent les garanties de faire des économies. Dans l'absence d'un cadre juridique et technique spécifique qui les sécurise, les projets expérimentaux peuvent difficilement, à court terme, être considérés comme de « bonnes affaires ».

<sup>18</sup> Les individus qui s'engagent dans ce type d'initiatives sont majoritairement déjà impliqués dans les secteurs, les associations et les réseaux qui concernent l'écologie et le développement durable. C'est d'ailleurs souvent à travers ces circuits (et ceux de l'Économie sociale et solidaire) que les groupes-projets et les associations d'accompagnement recrutent et cooptent leurs adhérents.

habitant du projet de Turin, s'exprime sur le fait que le cohabitat peut être financièrement avantageux :

Probablement oui, c'était une de nos intentions, c'est sûr... et du point de vue de la gestion, en prenant en considération pendant la conception du projet l'aspect des économies d'énergies... et du point de vue de la logique des achats groupés. Par exemple, ici nous avons choisi les sanitaires dans le même magasin. Évidemment, avec une commande plus importante nous avons pu obtenir les meilleurs prix (interviewé par un journaliste le 21 avril 2011).

De fait, en cas de succès, avoir réussi une opération immobilière aussi complexe à un prix global inférieur à celui du marché est un sujet auquel les habitants font allusion avec satisfaction.

La recherche d'avantages économiques est bien une des raisons qui motivent l'engagement des participants dès la phase de conception. Toutefois, elle ne peut pas être considérée comme le principal moteur : l'aspect qui semble le plus enthousiasmer les acteurs consiste en l'expérimentation d'un parcours individuel et collectif à travers lequel ils apprennent à mieux se connaître et à reconnaître les valeurs, les compétences et les spécificités de chacun. Pendant la première phase de la vie d'un projet – lorsque le groupe se soude autour d'idéaux partagés et de la recherche d'un terrain – les conflits sont rares car les enjeux sont plutôt abstraits et consensuels<sup>19</sup>. En revanche, une fois la parcelle repérée et le compromis de vente signé, les participants se confrontent à la nécessité de trouver des solutions partagées sur des aspects plus concrets et potentiellement conflictuels. De façon significative l'engagement financier (lors de l'achat et, par la suite, à l'occasion de chaque prise de décision) est un élément central qui mobilise, conforte ou interroge les prémisses idéologiques structurant ces initiatives, telles que la solidarité, la confiance dans le projet et au sein du groupe, la disponibilité à réfléchir et à agir de façon coopérative<sup>20</sup>. Le parcours se révèle long et complexe mais lorsqu'il

---

<sup>19</sup> C'est le cas du projet de Montreuil, dissout suite à l'échec de la négociation de la parcelle qu'il souhaitait acquérir.

<sup>20</sup> L'argent est un sujet sensible et riche de significations : « Parce qu'il est sans cesse investi pas des affects, des croyances, des conflits, des normes

est couronné de succès, il génère un fort sentiment de satisfaction. Nous trouvons, chez Bourdieu, les mots qui s'adaptent bien à l'expérience de production collective des participants aux projets : « [...] l'entreprise même qui consiste à choisir ensemble une maison, à l'aménager, à la décorer, bref, à en faire un chez-soi, que l'on sent "bien à soi", entre autres raisons parce qu'on aime en lui les sacrifices en temps et en travail qu'il a coûté et aussi parce que, en tant qu'attestation visible de la réussite d'un projet commun accompli en commun, [...] est la source toujours renouvelée d'une satisfaction partagée, et un produit de la cohésion affective » (2000 : 35). Même en l'absence de finalisation du projet, les participants insistent sur la valeur du processus d'échange et de confrontation sur le long terme, créateur à la fois de lien social et d'épanouissement personnel<sup>21</sup>.

C'est au cours de la phase de conception de l'espace architectural du cohabitat que le groupe pose les bases de sa cohésion en instaurant des relations de confiance parmi ses membres et en mettant à l'épreuve sa capacité à surmonter les conflits. L'identité et la réussite du groupe, ou l'échec de l'expérience, sont en grande partie déterminés à cette étape du projet. Les paragraphes suivants présentent certaines des logiques et dynamiques apparues, lorsque les groupes se sont confrontés collectivement et de façon participative à l'« espace pensé » de leur cohabitat. Nous nous concentrerons sur trois thèmes centraux : l'aspect de l'immeuble, les caractéristiques des espaces communs et celles des appartements privés.

---

morales, l'argent est "essentiellement un fait social", comme l'affirmait Marcel Mauss dès 1914 » (de Blic & Lazarus, 2007).

<sup>21</sup> Rémy, trentenaire, participant du projet de Paris XIX<sup>e</sup>, s'exprime ainsi sur la conception collective : « Oui, c'était important parce que honnêtement, même moi qui avais plein d'idées avant ce projet... mais la plupart des idées qu'on a eu elles sont vraiment venues, je pense, de l'ensemble du groupe [...] je trouve qu'il y a eu des évolutions dans le projet qui se sont faites vraiment par le groupe et je trouve que ça, c'est riche, moi ça m'a apporté en tout cas » (entretien du 4 mars 2012).

### **L'immeuble : une question de façade ?**

Dans *La Présentation de soi* (1973) Goffman utilise le terme de *façade personnelle* en référence aux différents éléments perceptibles de l'extérieur (habits, gestes, posture, mimique, etc.) dont les acteurs se servent pour *se mettre en scène*, et transmettre dans le *théâtre* de la vie sociale l'image qu'eux-mêmes s'attribuent. Cette métaphore architecturale est pertinente pour les projets dans lesquels les futurs habitants participent activement à la détermination des caractéristiques physiques de leur immeuble. D'autant que les participants à ces initiatives expérimentales sont conscients d'être suivis sur la scène publique (par les médias, les administrations publiques, les chercheurs, leurs voisins) et que, dans le but de promouvoir le développement du cohabitat, ils se sentent souvent investis d'une « responsabilité sociale ».

À ce propos, Romain, architecte de métier et membre du projet qui aurait dû voir le jour à Paris dans le XIX<sup>e</sup> en bordure du canal de l'Ourcq, affirme :

Se retrouver *exposés* (nous soulignons), en rez-de-canal, par rapport au renouveau de l'habitat groupé je trouve ça intéressant, en fait. Un habitat groupé pour le coup vraiment ouvert sur le quartier par sa position urbaine, c'est quelque chose dont je parle souvent dans le groupe, je ne le trouve pas dans les habitats groupés que je connais. J'ai visité La Fonderie à Vanves, là ils sont au fond, c'est en deuxième cour. Comme Couleurs d'Orange, comme Le Buisson St Louis<sup>22</sup>.

Ainsi la localisation de l'immeuble, le fait qu'il ait pignon sur rue paraît en cohérence avec les valeurs que le groupe souhaite transmettre à l'extérieur et la fonction qu'il aimerait occuper au sein du quartier. Le même discours est tenu par le groupe-projet de Turin qui apprécie, parmi les atouts principaux de sa parcelle, sa localisation surplombant la place d'un des marchés les plus grands d'Europe, dans le quartier populaire de Porta Palazzo.

---

<sup>22</sup> Romain cite trois exemples d'habitat groupé en région parisienne créés dans les années 80 au sein de l'association MHGA (Mouvement pour un habitat groupé autogéré) et toujours existants.

Si ces projets se veulent pour la plupart clairement *visibles*, ils semblent également sensibles au fait d'être *reconnaissables*<sup>23</sup> en tant que constructions défiant l'homologation des réalisations architecturales en matière de logement en ville. Pendant la phase de conception collective, le groupe entame la réflexion sur la façon dont l'espace extérieur de son projet, la *façade*, pourrait exprimer l'originalité de sa démarche. Les futurs cohabitants recherchent notamment des solutions qui témoignent d'un projet réussi collectivement sans que cela ne gomme les différences de chacun. Tout en promouvant la dimension collective, le cohabitat ne devrait pas frustrer les individualités. Au contraire, il devrait leur permettre de s'exprimer : à travers la coopération et le compromis chacun doit pouvoir trouver sa place.

Le projet de Turin est un bon exemple de la manière dont cet idéal se traduit dans la forme architecturale du bâtiment. S'agissant d'un projet de réhabilitation d'un immeuble du XIX<sup>e</sup> siècle, la marge de manœuvre pour modifier la façade s'est révélée limitée. La structure du bâti n'étant pas l'objet d'interventions<sup>24</sup>, les participants ont réfléchi à une utilisation des couleurs qui puisse représenter au mieux leur idéologie. Entre autres, deux propositions ont attiré l'attention des futurs cohabitants. Dans la première, les différentes couleurs permettent d'afficher sur la façade la répartition des appartements à l'intérieur de l'immeuble. La deuxième hypothèse laissait la liberté aux individus de décorer le morceau de façade correspondant à leur appartement avec les motifs et les éléments susceptibles de les représenter.

Ces deux projets de façade nous permettent de développer quelques réflexions à propos des messages que le groupe aurait pu

---

<sup>23</sup> La question de la *reconnaissance* (de ces projets, des efforts et des compétences de chacun, de la valeur de la démarche) est un thème central pour comprendre le sens et les logiques de ces initiatives (Honneth, 2000 ; Caillé, 2007).

<sup>24</sup> Au-delà des lois strictes cadrant la rénovation de ce type de bâti, les habitants souhaitaient respecter le plus possible l'« âme » architecturale de cet immeuble.

véhiculer à travers la matérialité de l'immeuble. Tout d'abord, le jeu de miroir entre espace interne et espace externe semble transmettre un certain idéal de « transparence » et d'« ouverture ». En imaginant un immeuble qui « affiche » à l'extérieur son squelette, le groupe manifeste l'intention d'être accessible et ouvert au contexte qui les entoure. Deuxièmement, l'originalité des deux façades renvoie à la volonté d'être facilement repérable et d'attirer l'attention tant des habitants du quartier que des passants occasionnels. Ainsi, ces deux propositions de décoration insolites rendent reconnaissable l'immeuble en en faisant potentiellement un nouvel acteur incontournable du panorama et de la vie du quartier<sup>25</sup>. Enfin, ces deux options valorisent la personnalité et le goût des habitants de chaque ménage et leur apport particulier au résultat final du projet.

Nous n'en connaissons jamais l'impact. Plusieurs semaines après l'ouverture du débat, le service concerné de la mairie de Turin indiqua aux cohabitants que, pour des raisons d'harmonie et de respect du patrimoine historique de la ville, les immeubles donnant sur la place du marché devaient obligatoirement respecter un même code de couleur : tons gris et jaune clair.

Pour le projet du canal de l'Ourcq, les choses se sont révélées plus complexes. D'abord, il s'agissait d'un projet en construction, ce qui élargissait l'éventail des solutions possibles du point de vue de la forme architecturale. Deuxièmement, suite à l'organisation d'un concours, le groupe avait confié la réalisation à un architecte externe au projet<sup>26</sup>. Or les relations avec le maître d'œuvre se sont détériorées au fil du temps ainsi que la confiance entre les deux parties. Le long témoignage de Rémy, lui-même architecte et futur cohabitant, est éclairant :

---

<sup>25</sup> Par ailleurs, cela soulève la question du dialogue architectural que ces projets vont entretenir avec le contexte qui les entoure.

<sup>26</sup> En revanche le projet italien a opté pour une maîtrise d'œuvre en interne assurée par un tandem de professionnels / futurs habitants : un ingénieur et une architecte.



Ils [les architectes] ont vraiment travaillé dans leur coin comme des architectes... pour faire un projet... et là où je pense que ça a raté c'est que justement dans cette méthode, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont vu tout le monde un par un dans leur agence, ils ont fait un projet au moment de la répartition dans le bâtiment – qui a été une phase clé – ils ont pris les volontés de chacun de manière individuelle et après, ils ont essayé tout le temps de satisfaire tout le monde ! Donc je trouve qu'il y avait un laxisme... à la fois ils n'étaient pas assez autoritaires, [...] et à la fois ils étaient pas assez souples, parce que dès que ça touchait un peu l'esthétique du projet ou leur conception au niveau formel, ils étaient super braqués, ils voulaient pas du tout bouger et ils campaient sur leurs positions. Je trouve qu'ils avaient tout faux, parce que quand tu fais un projet comme ça et que tu es architecte, il faut pas s'imaginer de se faire plaisir toi en tant qu'architecte, et de faire un travail formel, ou quelque chose qui ne va pas être mis en cause. Forcément, quand on est un groupe de vingt, il faut justement que tu puisses imaginer un principe souple qui permette de créer des hétérogénéités ; tu sais que chacun ne va pas vouloir forcément la même fenêtre, et dans ce cas-là il faut mettre en place une règle du jeu. Et ça, ils auraient dû le faire à tous les niveaux, pour la répartition, au niveau des façades... tu peux créer très vite un vocabulaire architecturale, en disant, je ne sais pas, il y a quatre ou cinq types de fenêtres en fonction des volontés de chacun et tu as un catalogue, et chacun choisit. Pour laisser un choix au gens de manière individuelle et en même temps dans une cohérence globale (entretien du 4 mars 2012).

Ces mots attestent de la difficulté de trouver une entente entre la logique de l'architecte qui signe le projet et celle des futurs habitants qui participent activement à la conception de l'immeuble. La façade est « la signature architecturale du groupe » (Parasote, 2011 : 154), la *mise en scène* de son identité. Néanmoins, dans la tradition de la profession d'architecte, elle représente également la signature du maître d'œuvre, d'autant plus dans le cas de projets susceptibles d'être médiatisés. Cela soulève plusieurs interrogations : quelle place et quelle reconnaissance pour les architectes dans les projets de cohabitat ? Comment la participation des habitants à la définition de leur cadre de vie interroge-t-elle le statut et les compétences des spécialistes de l'habitat, un temps seuls concepteurs reconnus de l'espace architectural ?

## Rêver d'espaces communs, négocier ses mètres carrés

L'idéologie solidaire des projets de cohabitat est mise à rude épreuve au moment d'attribuer les appartements et d'en déterminer les prix et les caractéristiques. En principe, ce qui définit un cohabitat est la présence d'un nombre d'espaces communs déterminés et gérés par le groupe. En particulier, la salle commune est au cœur du projet, concrétisation matérielle et lieu par excellence du « vivre ensemble » :

Pour moi, le gros intérêt de ce projet c'était de se dire qu'en plus d'avoir juste un appartement et de vivre les uns à côté des autres dans un bâtiment, c'était la possibilité d'avoir des choses que tu n'as pas à Paris ; c'est-à-dire des locaux communs, des lieux où on va faire des choses en collectif. [...] L'intérêt, c'était aussi toutes les interactions que procuraient ces espaces-là (*ibid.*).

La réflexion autour de ces locaux et de leur utilisation est présente dès les débuts, lorsque le terrain n'a pas encore été identifié et que le groupe essaye de trouver ses marques. Toutefois, pendant la phase de conception, les espaces communs disparaissent quasiment des sujets de conversation.

D'un côté, les contraintes budgétaires ou de l'immeuble peuvent sensiblement redéfinir la taille et les fonctions des espaces communs. De l'autre, la plupart des futurs cohabitants considèrent les locaux communs comme des espaces modulables et évolutifs, qui vont trouver leur identité à la lumière des usages et des besoins de chacun, une fois les lieux investis. Le seul point sur lequel les membres du projet convergent est la nécessité d'une salle commune polyvalente qui puisse accueillir tous les habitants.

L'élément incontournable de cette pièce est le « coin cuisine » pour l'organisation de repas collectifs. De ce fait, les membres des groupes projettent les dynamiques collectives expérimentées lors de la conception sur leur future vie dans l'immeuble. En effet, la valeur symbolique et agrégative du partage de la nourriture nourrit le projet, spécialement lors des fréquentes réunions ou des pique-niques de fin de semaine. Au moment du chantier, le groupe de Turin a même imaginé installer dans la salle commune un four à pain. Ainsi, cet espace à disposition de tous est associé au temps des

réunions du groupe : des moments d'échange et de convivialité<sup>27</sup> (Illich, 1973) nécessaires à la pérennisation de l'identité et de la cohésion du projet<sup>28</sup>.

Au fur et à mesure, le temps dédié à la réflexion sur les espaces communs décline proportionnellement au profit de l'amplification des préoccupations en lien avec les espaces privés :

Après c'était très compliqué sur les appartements... il y a eu plein de crises, moult réunions, dix-huit projets élaborés par Simon [l'architecte] pour essayer de nous répartir ! Il y a eu des crispations pour certains du groupe, c'était extrêmement violent, extrêmement compliqué. Il y a eu Julien qui a fait des esclandres, Marie aussi... [...] j'étais quand même un peu dépité par rapport à cette crispation parce que là, je n'étais plus du tout dans l'esprit du projet : la priorité sur les espaces partagés, pas forcément mettre en avant les logements... là, je me rendais compte qu'il y avait pas mal de gens pour lesquels la motivation principale était quand même leur logement, avoir un beau logement : bien situé, pas trop cher... si j'ai pas de balcon, j'aurais pas de balcon, mais si le voisin du dessus à un balcon il va me faire de l'ombre... (Romain, entretien du 6 décembre 2010).

L'« espace rêvé » des appartements de chacun doit trouver sa place au sein d'un projet collectif cohérent. L'opération relève du casse-tête. Ce n'est pas un hasard si les membres du projet de Turin vont appeler la phase de répartition dans l'immeuble *le Tetris*<sup>29</sup>. En effet, si le témoignage de Rémy, du projet de Paris, reliait les complexités de la phase de répartition des appartements à l'incapacité de l'architecte à « comprendre le projet » et à imposer son *autorité*, cela ne se passe guère mieux dans l'expérience de Turin où la maîtrise d'œuvre est gérée en interne.

Le groupe va travailler sur une dizaine de versions avant de trouver, au bout de plusieurs mois, le compromis qui met tout le monde d'accord. Mais quelles sont les raisons et les conséquences

---

<sup>27</sup> À noter le lien étymologique avec le latin *convivium* : festin, repas.

<sup>28</sup> La salle commune sera également le lieu de l'ouverture du cohabitat vers l'extérieur. Les habitants l'évoquent en imaginant d'héberger les activités des associations du quartier. Toutefois, ce sujet n'est pas central pendant la phase de conception du projet architectural.

<sup>29</sup> En référence au jeu vidéo de puzzle créé dans les années 80.

de cette phase critique de la vie des groupes ? Malgré l'engagement en faveur du cohabitat et des valeurs portées par ce mode d'habiter, l'enjeu social et symbolique de l'objet « logement » pèse sur le débat. Les raisons de conflit sont liées aux parcours résidentiels de chacun. Par exemple, Valentina dispose du plus petit budget au sein du groupe. Ayant vécu toute sa vie en rez-de-chaussée, elle refuse d'occuper le même type d'appartement dans le projet de cohabitat. Ne pas s'élever d'un étage serait pour elle un échec et une entorse intolérable à l'« espace rêvé » de son habitat. Mais sa situation économique précaire va créer des tensions dans le collectif : elle risque de devoir quitter le projet si les temps et les coûts de l'opération s'élèvent.

Dans le projet du canal de l'Ourcq, le conflit se cristallise, entre autres, sur l'assignation des parcelles des derniers étages qui donnent sur une rue peu passante. Une fois de plus, les motivations sont liées aux expériences passées d'habitat. Marie, retraitée, s'exprime ainsi :

J'ai demandé un étage élevé (pas forcément le dernier) et une implantation côté [rue de la] Meurthe, non par caprice, mais parce que je passe d'une maison contemporaine, parfaitement orientée et silencieuse à un appartement parisien. De ce fait, j'ai une relative intolérance au bruit (mail envoyé au groupe le 19 mai 2010).

Les débats autour de la répartition des appartements et de leurs caractéristiques peuvent affecter la confiance au sein du groupe. Si le collectif se montre assez solide pour trouver une solution partagée et consensuelle, cela aura un impact sur la cohésion future du cohabitat. Toutefois, cette phase complexe peut également laisser des cicatrices profondes, comme l'impression pour certains d'avoir fait trop de concessions et la crainte que les intérêts personnels puissent dans le futur primer sur la logique collective.

### **Des habitants « experts »**

Dans l'introduction de cet article nous soulignons la contribution fondamentale de la recherche en sciences sociales à la compréhension de l'espace architectural. Shapiro identifie deux thèmes principaux auxquels ces travaux se sont attaqués : « l'usage

de l'espace d'un côté, sa production de l'autre, appropriation vernaculaire *versus* production spécialisée, soit, de manière caricaturale, l'aval et l'amont de la forme architecturale » (1996 : 13). Pour elle, la distinction trouve sa raison dans le fait que, dans la majorité des cas, usage et production sont séparés dans la vie sociale (*ibid.* : 18). Toutefois, l'exemple du cohabitat est une entorse à la norme. Au même titre que les expériences d'autoconstruction, « lorsque l'habitant dispose de moyens suffisants pour concevoir un logement conformément à l'usage qu'il veut en faire. [...] On a là un ensemble de cas où l'habitant exprime non pas son usage mais la projection au sol de cet usage » (Raymond, 1996 : 23).

Dans les cas de l'autoconstruction et du cohabitat, les acteurs sont particuliers : des « usagers architectes » ou des « habitants bâtisseurs », ce qui interroge la supposée distance entre « représentation savante et représentation populaire de l'usage » (Shapiro, *op. cit.* : 18). En effet, la pratique architecturale s'appuie généralement sur l'écart entre l'« expertise technique » des professionnels et le manque de connaissances des clients – ce qui a été défini comme « l'asymétrie de l'information » (Haumont, 2000 *in* Biau, 2012). Cet aspect est plus nuancé dans les projets de cohabitat, et ceci pour plusieurs raisons. D'une part, l'idéologie participative valorise une dynamique de travail horizontale et coopérative qui met en question les relations hiérarchiques habituelles entre architecte et futurs habitants, ainsi que la catégorie même de « client »<sup>30</sup>. Les cohabitants se placent au cœur de leur projet tout au long de son évolution. Par conséquent, en plus de leurs compétences d'usagers qui les légitiment à intervenir dans les prises de décision, les membres du groupe développent, au fil de l'avancement du projet, des compétences sur le plan technique (solutions énergétiques, montages juridiques, caractéristiques et impacts des choix structuraux et des matériaux, etc.). C'est dans le processus de participation à la conception du projet que l'écart entre

---

<sup>30</sup> Ici dans l'acception, péjorative aux yeux des cohabitants, de « consommateur passif ».

« experts » et « profanes » se réduit. D'autre part, le profil sociologique des participants aux initiatives récentes de cohabitat influe. Celui-ci est plutôt homogène et proche de ceux que Catherine Bidou (1984) appelait dans les années 80 « les aventuriers du quotidien » : catégorie socioprofessionnelle élevée, travaillant dans le secteur public ou exerçant une profession libérale, qui dispose d'un capital culturel et social important mais appartient aux couches de revenus moyens<sup>31</sup>. En outre, nous retrouvons parmi les cohabitants un pourcentage significatif de professionnels de l'habitat et de la ville, ce qui multiplie les points de vue « légitimes » des experts et n'est pas pour faciliter les négociations entre l'architecte et le collectif d'habitants<sup>32</sup>.

## **Conclusions**

Les projets actuels de cohabitat en France et en Italie vivent une phase d'expérimentation. Malgré l'engagement de leurs militants, leur expérience concrète se révèle pleine de difficultés. Les futurs cohabitants cherchent donc à déterminer des règles qui puissent sécuriser le projet et désamorcer les conflits. La définition des relations et de la méthode de travail entre l'architecte et les habitants occupe une place incontournable dans ce processus. Quand les équilibres traditionnels sont brouillés, il faut mettre en place de nouveaux langages et de nouvelles compétences.

Cet article montre comment, dans les projets de cohabitat, l'architecte n'est pas le seul concepteur de l'espace architectural ; son expertise technique ne lui confère pas une légitimité plus grande face à des individus particulièrement compétents et motivés. Comment se confronter aux « espaces rêvés » de plusieurs individus

---

<sup>31</sup> Les caractéristiques particulières de ces individus interrogent la possibilité d'une démocratisation de ce mode d'habiter à d'autres couches de la population.

<sup>32</sup> La présence de plusieurs « experts » de l'habitat dans le projet peut également rendre très complexes les relations au sein du groupe d'habitants : la distinction entre « techniciens » et « profanes » peut, dans certains cas, affaiblir les logiques du travail collectif et participatif.

et les traduire dans « l'espace pensé » d'un projet global ? La négociation varie d'une expérience à l'autre. Toutefois, le retour sur les échecs et les réussites de cette vague d'initiatives de cohabitat peut contribuer à faire avancer la réflexion. De plus, si le passage de « l'espace rêvé » à « l'espace pensé » du projet n'est pas sans difficultés, quel impact aura ce processus sur l'expérience concrète de la vie dans l'immeuble, « l'espace vécu » du cohabitat ? Ces expériences de vie, de société et d'habitat, ouvrent des perspectives pour de futurs terrains d'observation.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BIAU V., 2012. « Les architectes de l'habitat participatif, entre militance et compétence », *Métropolitiques*, 30 janvier. <http://www.metropolitiques.eu/Les-architectes-de-l-habitat-html>.
- BIDOU C., 1984. *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris, PUF.
- BLIC de D., LAZARUS J., 2007. *Sociologie de l'argent*. Paris, La Découverte.
- BONNIN P., 2007 (dir.). *Architecture. Espace pensé, espace vécu*. Paris, Éditions Recherches.
- BOUDON P., 1971. *Sur l'espace architectural : essai d'épistémologie de l'architecture*. Paris, Dunod.
- BOURDIEU P., 1979. *La distinction*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU P., 2000. *Les structures sociales de l'économie*. Paris, Seuil.
- CAILLÉ A., 2007 (dir.). *La quête de reconnaissance. Nouveau phénomène social total*. Paris, La Découverte.
- CHAMPY F., 2001. *Sociologie de l'architecture*. Paris, La Découverte.
- CHOMBART DE LAUWE P.-H., 1956. *La vie quotidienne des familles ouvrières*. Paris, CNRS.
- FIJALKOW Y., 2011. *Sociologie du logement*. Paris, La Découverte.

- GOFFMAN E., 1973. *La Mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1 : La Présentation de soi*. Paris, Minuit.
- HAUMONT A., 1971. « Préface » in BOUDON P., *Sur l'espace architectural : essai d'épistémologie de l'architecture*. Paris, Dunod.
- HAUMONT N., 1966. *Les pavillonnaires*. Paris, Centre de recherche d'urbanisme.
- HAUMONT B., MOREL A., 2005. *La société des voisins*. Paris, MSH.
- HAUMONT N., SEGAUD M. (dir.), 1989. *Familles, modes de vie et habitat*. Paris, L'Harmattan.
- HONNETH A., 2000. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, Cerf.
- ILLICH I., 1973. *La convivialité*. Paris, Seuil.
- JUNGMAHN J.-P., 2007. « Architecture et utopie. Ou le rêve de l'architecte », in BONNIN P., *Architecture. Espace pensé, espace vécu*. Paris, Éditions Recherches.
- LEAF CHRISTIAN D., 2007. *Finding Community. How to Join an Ecovillage or Intentional Community*. Gabriola Island BC (Canada), New Society Publishers.
- LÉVI-STRAUSS C., 1962. *Le totémisme aujourd'hui*. Paris, PUF.
- PARASOTE B., 2011. *Autopromotion, habitat groupé, écologie et liens sociaux. Comment construire collectivement un immeuble en ville ?* Gap, Éditions Yves Michel.
- PINSON D., 1993. *Usage et architecture*. Paris, L'Harmattan.
- PINSON D., 1995. « Dans l'architecture, des gens... ou les enjeux d'une pensée ethno-architecturale des espaces construits » in BAUHAIN C. (dir.), *Logiques sociales et architecture*. Actes du séminaire, École d'architecture de Paris La Défense, 19 mai 1995. Paris, Éditions de la Villette.
- RAYMOND H., 1996. « L'usage du logement. Traduire ou trahir », *Les cahiers de la recherche architecturale*, 37 (Situations) : 19-24. Paris, Éditions Parenthèses.
- RAYMOND H., HAUMONT N., DEZES M.-G. & HAUMONT A., 1966. *L'habitat pavillonnaire*. Paris, L'Harmattan.



SEGAUD M., 2007. *Anthropologie de l'espace. Habiter, fonder, distribuer, transformer*. Paris, Armand Colin.

SHAPIRO R., 1996. « Usage de l'espace, production des formes. Introduction », *Les cahiers de la recherche architecturale*, 37 (Situations) : 13-18, Éditions Parenthèses.

### Résumé

Les initiatives récentes de cohabitat qui se développent en France et en Italie se caractérisent par la mise en place d'un processus de conception collectif, volontaire et participatif de leur cadre de vie par les futurs habitants. Cet article se propose d'explorer les dynamiques et les logiques qui ponctuent le passage complexe d'un « espace rêvé » teinté d'utopie à l'expérience concrète de l'élaboration d'un projet collectif d'habitat. Ces initiatives originales posent la question de la place de l'architecte et des habitants tout au long du parcours. De plus, elles offrent un terrain d'observation privilégié de l'expérimentation de nouveaux équilibres et des nouvelles méthodologies dans la pratique de la conception architecturale.

**Mots-clefs : cohabitat, habitat, habitants, participation, architecture.**

### Summary

Thinking Space, Dreaming Space. The Relationship to Space in Emerging Cohousing Projects

Emerging cohousing projects in Italy and France entail a collective, voluntary and participatory process through which future inhabitants design their dwelling. This article aims to explore the dynamics and logics which inform the transition from a utopian « dreamt place » to the concrete experience of collectively designing the project. These unusual experiences challenge the place of both architects and inhabitants throughout the process. Moreover, they provide a privileged site for observing the testing out of new balances and methodologies in architectural design practice.

**Key-words: cohousing, housing, inhabitants, participation, architecture.**

\* \* \*